

Des virus, quelques armes et des Hommes

Tribune

20 avril 2017

Par Anne Sénéquier

Du 25 au 28 mars, l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP) lançait l'opération « d'une côte à l'autre » pour tenter de vacciner 116 millions d'enfants contre la polio à travers 13 pays d'Afrique. Il s'agit d'une mobilisation record de 192 800 agents de santé volontaires pour en finir avec la polio sur le grand continent.

En 1979 et après 12 ans de lutte, la petite vérole devient la première maladie éradiquée, ou presque [\[1\]](#), de la surface de la Terre. Dans un élan d'optimisme, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) lance alors sa seconde bataille et vise cette fois-ci la poliomyélite. Cette dernière est un bon candidat : le virus est identifié ; la maladie représente un vrai problème de santé publique au niveau mondial [\[2\]](#) ; il n'y a pas de traitement curatif ; et l'on dispose d'un vaccin procurant une protection à vie. La 44^e assemblée mondiale de la santé adopte ainsi en mai 1988 une résolution visant à éradiquer la poliomyélite pour l'an 2000. 29 ans plus tard, le virus sévit toujours. Quels sont les freins qui empêchent cette vraie bonne idée d'être une réalité sur le terrain ?

En 1988, on comptait 350 000 cas annuels, contre 75 en 2015. L'IMEP est parvenu aujourd'hui à plus de 99% de l'éradication mondiale de la poliomyélite. Cependant, de nombreux obstacles parsèment encore le chemin de la réussite : populations inaccessibles, virus dérivé de souche vaccinale, conflits, fausses croyances, mouvements de population...

L'éradication de la poliomyélite est actuellement considérée comme une urgence programmatique pour la santé publique mondiale. L'OMS vient encore d'y consacrer 700 millions d'US\$ (soit 17 % de son budget « programme ») en déroulant le plan suivant : l'interruption de la transmission du poliovirus sauvage, le renforcement du système des vaccinations, l'achèvement du confinement et la certification au niveau mondial de l'éradication.

La poliomyélite est transmise par deux catégories de virus : par un virus de souche sauvage de la polio (PVS) et par le poliovirus circulant dérivé d'une souche vaccinale (PVDVc). Les PVDVc sont des souches virales qui ont muté à partir de souches présentes dans le vaccin antipoliomyélitique oral (VPO). Chaque catégorie comprend 3 types de virus : les PVS 1,2 & 3 et par dérivation les PVDVc 1,2 & 3. En 1999, le PVS2 a été éradiqué. Afin de faire disparaître définitivement la poliomyélite, il faut éliminer les PVS mais également les virus dérivant des souches vaccinales. Il faut donc stopper l'utilisation du VPO contre le PVS2, afin de limiter le risque de voir s'étendre des flambées de poliomyélite via le PVDV2. En avril 2016, une action conjointe dans 155 pays et coordonnée sur 15 jours a permis la transition entre le VPO (Vaccin oral de la poliomyélite) trivalent et bivalent. Au-delà de la prouesse logistique et organisationnelle, on peut se demander pourquoi il a fallu attendre cette

initiative 17 ans durant, surtout en sachant que 90% des poliomyélites déclarées de type PVDVc étaient de type 2 jusqu'en 2016.

Présent dans 125 pays en 1988 et endémiques sur les 5 continents, la polio s'était retranchée à l'état endémique dans seulement deux pays : l'Afghanistan et le Pakistan. Alors que le Nigéria (et tout le continent africain avec lui) attendait juillet 2017 pour être certifié^[3] « *polio free* », trois nouveaux cas se sont déclarés dans l'État de Borno en août 2016. Le séquençage génétique des virus retrouvés en 2016 rapporte un lien avec une souche virale présente dans cette même région en 2011, indiquant que le virus a circulé 5 ans durant, sous les radars du système de santé. Mais existe-t-il seulement un système de surveillance ou tout simplement un système de santé dans l'État de Borno actuellement ?!

L'éradication de la polio : un programme de portée mondiale, qui a peut-être tardé à reconnaître les spécificités de chacun et les besoins d'un patron « sur mesure »

L'État de Borno est une région du nord-est du Nigéria où la polio reste endémique mais il s'agit aussi de la zone berceau du groupe terroriste « Boko Haram ». En 2003, les autorités religieuses de la zone avaient interdit la campagne de vaccination en affirmant que le vaccin contenait des agents stérilisants, argument repris plus tard par les groupuscules terroristes. En 2012, renversement de situation lorsque le vice-gouverneur de l'État de Kano a déclaré vouloir poursuivre en justice les familles qui cherchaient à soustraire leurs enfants à la vaccination. Les habitants nord-nigériens, confrontés à un système de santé défaillant, considéraient que les 297 720 enfants qui décédaient et décèdent toujours chaque année du paludisme et de la pneumonie représentent un bien plus gros problème que les manquements d'une campagne de vaccination mondiale. La population a fini par trouver suspect qu'une maladie ne touchant que quelques dizaines d'enfants par an soit au centre de toutes les attentions, facilitant ainsi la dissémination des fausses croyances ou autres théories du complot. Les attaques terroristes de février 2013 ayant spécifiquement ciblé et tué treize agents de santé n'ont pas non plus aidé à améliorer la couverture vaccinale de la région.

Dans ces bastions endémiques de la polio, il reste une part importante des personnes qui refusent la vaccination de leurs enfants. Dans certains districts d'Afghanistan, plus de 4 % des enfants ne sont pas vaccinés du fait d'un refus parental. Aujourd'hui, la priorité pour combler ce fossé est d'orienter les activités de communication et de mobilisation communautaire en fonction du contexte social, culturel et politique spécifique. Autrement dit, il est nécessaire de broder une campagne originale, plutôt que de s'appuyer sur l'esprit global et standardisé de celle-ci ; cela consiste à combiner le macro des campagnes de vaccination au micro des attentes et croyances de la population. Dans ces régions montagneuses et frontalières, une coordination a certes permis la mise en place de point de vaccination aux postes-frontière, sans pour autant avoir accès aux zones non accessibles déclarées « risques extrêmes » par l'ONU. Ces dernières sont des zones de refuge des talibans, où de nombreux personnels de santé ont été enlevés,

torturés et/ou tués.

Au Pakistan, sur les 170 cas signalés depuis janvier 2012, plus de 90 sont survenus dans les zones tribales sous administration fédérale (FATA[4]), affectées par des troubles ; ainsi que dans la province du Khyber Pakhtunkhwa, où la sécurité y est également compromise. Suite aux multiples attaques terroristes ciblées dirigées contre des agents de vaccination et à l'interdiction de vacciner imposée par les autorités locales, plus de 350 000 enfants de ces districts n'ont pas été vaccinés. Opposition qui s'explique en partie par le rendu public des agissements de la CIA, qui, sous le nom de code peu évocateur de « Peter », a utilisé une campagne de vaccination comme cheval de Troie pour débusquer Oussama Ben Laden en 2011[5]. Depuis lors, plus de cinquante agents de santé, dont une dizaine de femmes, ont été tués par les talibans alors qu'ils vaccinaient les enfants. Pour tenter d'apaiser la situation, le 16 mai 2014 la Maison-Blanche a communiqué sur la décision prise par le directeur de la CIA, John Brennan, de ne plus utiliser les campagnes de vaccinations à des fins de renseignements. Il semblerait pourtant que cela n'ait pas été suffisant pour rétablir la confiance envers les campagnes de vaccination : on trouve encore aujourd'hui sur le terrain et sur les réseaux sociaux des messages incitant à ne pas faire vacciner son enfant contre la polio, au risque de le voir devenir infertile et inapte au travail pendant un an. Les rumeurs insistent sur l'infertilité abordée de manière double : autant sur la rupture de lignée familiale, que la disparition des musulmans du Pakistan. Elles dénoncent ainsi un génocide orchestré par l'Occident, le sionisme ou Bill Gates (au choix).

D'un autre côté, année après année, la poliomyélite a reculé pour se retrouver cantonnée dans ses derniers retranchements. En 1994, les Amériques sont déclarées exemptes de la polio, tout comme l'Inde qui célèbre aujourd'hui sa sixième année sans cas déclaré, alors qu'en 2009 elle concentrait encore la moitié des cas mondiaux. L'Inde a réussi le pari de traduire une politique « occidental-formatée » en véritable plan sur mesure ; de la haute couture pour le milliard d'habitants dispersé sur un territoire de 3 287 590 km², soit quasiment cinq fois la France. En prenant en compte la configuration et la particularité de sa société, sa culture du mouvement, ainsi que sa stratification, l'Inde a su trouver sa solution et ainsi atteindre ses « enfants oubliés ». Vivants dans les vallées éloignées, ces enfants représentent un redoutable vecteur du retour de la maladie.

Les équipes de vaccinations sont allées les chercher là où ils étaient : dans les gares, le long des routes, aux arrêts de bus, voire dans les trains en marche. 8 000 000 d'enfants ont été ainsi vaccinés, dont 100 000 dans les « *sleeper class* » de l'Indian Railways, sous le parrainage de la star mythique de Bollywood, Amitabh Bachchan[6]. Pour venir à bout du dernier repaire du virus dans la région de la rivière Kosi (régulièrement inondée) et faire de la polio un souvenir, il a fallu multiplier les idées et les technologies. En se souvenant qu'elle n'est pas seulement riche de sa population mais qu'elle est aussi la sixième puissance spatiale, l'Inde innove et pioche dans son arsenal satellitaire. Le gouvernement fait ainsi cartographier la région, identifie chaque village, chaque foyer et montre l'exemple d'un défi relevé.

Tout comme son voisin l'a fait il y a six ans, le Pakistan multiplie aujourd'hui ses équipes de vaccinations dans les zones de transit pour avoir accès à ses enfants. Alors que 65 % d'entre eux sont vaccinés au niveau national, seulement 38 % le sont dans les FATA... Cela entraîne une intensification de la transmission du polio virus sauvage mais aussi une propagation rapide du PVDVc[7]. Épidémie déclarée en juin 2012 au Pakistan et en 2014 au Nigéria, cette recrudescence de la polio menace les acquis de chacun de ces pays et du reste du monde dans la lutte contre le virus.

Problématique mise à jour à l'aube de l'an 2000, les poliovirus circulant dérivés de souches vaccinales sont susceptibles de provoquer des flambées de poliomyélite paralytique. Pour la première fois en 2012, on a observé plus de pays touchés par une flambée due à une souche vaccinale que ceux touchés par une flambée due à un poliovirus sauvage. On voit alors réapparaître des cas de polio dans des pays exempts du virus depuis quelques années déjà : Cameroun, Kenya, Somalie, Éthiopie, Irak et Syrie. Le virus sauvage voyage également : tout au long des efforts d'éradication de la polio déployés au niveau mondial, des virus provenant des zones d'endémie[8] ont régulièrement réinfecté les zones exemptes de poliomyélite. Cela a conduit à de nouvelles flambées du fait d'une immunité collective insuffisante et a ainsi rétabli une transmission persistante. L'échec de l'éradication dans les derniers retranchements de la maladie pourrait, via ces mécanismes de dissémination, aboutir à une recrudescence du nombre de nouveaux cas, jusqu'à 200 000 par an.

Difficile de ne pas faire le lien avec l'actuelle flambée de rougeole que traverse l'Europe. On dénombre plus de 500 cas signalés depuis janvier 2017, qui risquent de déclencher une véritable épidémie partout où la couverture vaccinale n'atteint pas le seuil nécessaire de 95% pour garantir l'immunité collective. Niveau couverture vaccinale, la question est la suivante : est-ce qu'un virus peut faire la différence entre un « Je ne vaccine pas mon enfant car cela va le rendre stérile » et un « Je ne vaccine pas mon enfant car j'ai peur de l'aluminium et que je ne veux pas rendre plus riche l'industrie pharmaceutique » ? Il y a fort à parier que non[9].

Il est vrai que la campagne de vaccination anti-poliomyélite de l'IMEP est extrêmement chère et longue. Mais c'est surtout plus de 10 millions de personnes qui marchent alors qu'elles auraient pu être paralysées, 1,5 million de décès d'enfant évités, et jusqu'à 50 milliards d'US\$ économisés au cours des 20 prochaines années en termes de santé publique dans les pays en voie de développement.

Aujourd'hui, le lien qui lie les régions troublées par des conflits aux dernières poches de résistance du virus (frontière Afghanistan/Pakistan, Nigéria) marque bien la problématique que représentent les conflits, l'endoctrinement, les fausses croyances et le déplacement des populations dans une campagne globalisée. À travers ces problématiques, c'est l'implémentation d'une politique globale qu'il faut remettre en cause, autant au niveau de l'éradication de la polio, qu'en termes de santé publique au sens le plus large. Depuis Genève, l'OMS se cherchait un modèle qui aurait pu convenir à tous. La vraie bonne idée a été de se limiter à une trame générale et de travailler avec chaque gouvernement, pour que celui-ci puisse trouver sa solution unique et personnalisée. Peut-être est-il simplement dommage d'avoir mis un quart

de siècle pour en arriver là.

Quant à la marche de vaccination africaine « D'une côte à l'autre » qui a pris place fin mars et que l'on nous vend telle une épopée : « ...des bénévoles apporteront le vaccin antipoliomyélique dans chaque maison de chaque ville, grande ou petite, et de chaque village dans les 13 pays. Pour réussir, tous ces bénévoles et agents de santé travailleront jusqu'à 12 heures par jour, se déplaçant à pied ou en vélo, souvent dans une humidité suffocante et avec des températures dépassant les 40 °C. Chaque équipe transportera le vaccin dans des sacs spéciaux, remplis d'accumulateurs de froid pour garantir qu'il reste à une température inférieure aux 8 °C requis.^[10] ». Il faut avouer que des doutes existent, autant sur la capacité de Boko Haram à accueillir ces héros à vélo dans l'État de Borno, que sur l'atteinte des objectifs. Ne serait-ce parce qu'au Mali, plus de 2 millions d'enfants viennent de rater la campagne de vaccination suite à une grève générale des syndicats de santé, qui réclament au gouvernement une augmentation de leur prime à hauteur de 100 000 CFA (150 €)^[11].

Espérons que le paludisme, prochain candidat à l'éradication, saura bénéficier de ces leçons durement apprises au cours de ces trois décennies. Un objectif de santé publique oui, mais avec des déterminants sociologiques, psychologiques, politiques, religieux, logistiques, financiers... Il faut partir de ces bases pour arriver au changement de comportement nécessaire à l'atteinte de tout objectif de santé publique. Il faut éduquer avant de vouloir vacciner. À cette condition, peut-être alors on arrêtera de voir des moustiquaires servir de filet de pêche, plutôt que de protéger le sommeil des enfants en zone impaludée. Et, qui sait, peut-être verra-t-on le paludisme, la poliomyélite et la rougeole éradiqués avant les 30 prochaines années...

[1] Deux laboratoires de haute sécurité se réservent encore le droit de manipuler le virus aux US et en Russie. On ne sait jamais, une « arme biologique de dissuasion », ça peut toujours servir. Pas d'inquiétude !! Les US et la Russie sont aujourd'hui des pays raisonnables...

[2] La polio est une maladie très contagieuse qui envahit le système nerveux et peut entraîner une paralysie totale en quelques heures, irréversible dans 0.5% et létale jusqu'à 10% des cas. Dans les années 80 c'est 350 000 cas par an à travers le monde et qui n'épargne aucun pays.

[3] La certification « polio free » implique une période de 3 ans sans nouveaux cas sur son territoire.

[4] Federally Administered Tribal Areas

[5] En mettant en évidence (via ADN) un lien de parenté entre un enfant vacciné et la sœur de Ben Laden décédée à Boston, la CIA a pu confirmer la présence suspectée de Oussama Ben Laden.

[6] Star du film « Slumdog millionnaire », véritable institution nationale en Inde.

[7] Poliovirus dérivant d'une souche vaccinale.

[8] Inde (avant 2009) et Nigéria en particulier

[9] Notons au passage que les Amériques ont éradiqué la rougeole en septembre 2016, a quand le tour de l'Europe ?

[10] <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2017/africa-tackles-polio/fr/>

[11] Ce qui serait probablement une bonne idée pour éviter entre autres la « fuite des cerveaux » vers des pays plus rémunérateurs... créant ainsi des déserts médicaux au niveau local.

Crise au Venezuela : quel avenir pour le chavisme ?

Interview

25 avril 2017

Le point de vue de Jean-Jacques Kourliandsky

Depuis début avril, des manifestations contre le pouvoir se succèdent au Venezuela. Alors qu'elles ont déjà été marquées par plusieurs morts, une marche pacifique a été organisée dimanche. Le point de vue de Jean-Jacques Kourliandsky, chercheur à l'IRIS.

Comment expliquer que l'opposition au président Nicolás Maduro ait autant grandi ? Cette crise politique est-elle uniquement due à la situation économique dégradée du pays ?

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez le 1er janvier 1999, il y a toujours eu au Venezuela un refus frontal de la part de l'opposition d'accepter l'alternance. Il faut se rappeler qu'il y a eu une tentative de coup d'État armé en 2002. Cette opposition politique, qui représente environ 40% des électeurs, est restée mobilisée de 1999 à aujourd'hui. Mais aux élections parlementaires de décembre 2015, l'opposition a dépassé le seuil des 40% et obtenu 70% des suffrages. La crise est passée par là.

Depuis quatre ans, une crise économique grave touche le pays. Les Vénézuéliens peinent à s'alimenter et à se soigner à cause d'importantes pénuries. Les manifestations de ces dernières semaines étaient certes politiques mais il y a eu aussi des pillages de magasins – huit personnes sont notamment mortes électrocutées en forçant les portes d'une boulangerie. On peut donc parler, à côté des cortèges politiques, d'émeutes de la faim. Ainsi, une partie des opposants au pouvoir sont des personnes qui auparavant soutenaient Maduro. Aujourd'hui en grande difficulté, elles se sont éloignées du gouvernement. Ces anciens soutiens du président - sans rompre ouvertement - parfois ne vont plus voter, ce qui confère un poids relatif plus important à l'opposition. Cette dernière est donc composée, d'une part, d'un socle politique datant de 1999, auquel sont venus s'ajouter, d'autre part, les déçus et les victimes des pénuries.

Dans un tel contexte de division, comment la situation peut-elle se débloquer ? Peut-on envisager que Nicolás Maduro ne parvienne pas au bout de son mandat, qui court normalement jusqu'en 2019 ?

Il semble peu vraisemblable que Nicolás Maduro ne termine pas son mandat, dans la mesure où il s'appuie un élément de force important, l'armée. En 2002, une partie des forces armées avait pris part au coup d'État. Hugo Chávez avait procédé à une épuration des forces armées et les avait aussi étroitement associées à la gestion du pouvoir. Aujourd'hui, au sein du gouvernement Maduro, plusieurs ministres sont des militaires. Ces derniers sont également présents dans l'appareil administratif de l'État, ainsi que dans la gestion de l'économie d'entreprises publiques. Il y a donc une coresponsabilité de l'armée dans le gouvernement du pays. Bien dotée en

matériel et cogérant les affaires nationales, l'armée reste relativement préservée en cette période de pénurie et fidèle au président.

Le président Maduro a donc les moyens de tenir bon pour les prochains dix-huit mois. Cela dit, l'opposition reste mobilisée, bien qu'étant divisée en deux franges. Une partie souhaite en effet arriver au pouvoir par la voie constitutionnelle. Elle est donc prête à respecter les délais électoraux, en demandant toutefois au gouvernement de jouer le jeu. Une autre partie de l'opposition, très radicale, pense que le président ne va pas respecter ses engagements. Elle estime donc nécessaire de le faire tomber, comme cela avait été tenté il y a deux ans lorsque de graves affrontements avaient fait une quarantaine de morts.

Toutefois, des éléments non violents existent dans l'opposition et dans le camp du gouvernement. Les approches différentes de Primero Justicia et Voluntad Popular reflètent ces divergences au sein de l'opposition. La procureure générale de l'État vénézuélien - Luisa Ortega Díaz, pourtant nommée par Hugo Chavez -, a appelé au respect du droit de manifester inscrit dans la Constitution. Il y a quelques semaines, elle avait sanctionné la tentative de mainmise du Tribunal supérieur de l'État sur le pouvoir législatif, mesure annulée quelques jours plus tard à la demande du président. Un membre de la Commission nationale électorale – nommé par les autorités exécutives - a lancé un appel au respect du calendrier et à la tenue des élections régionales du 16 décembre 2016, qui n'avaient pas pu avoir lieu à cause d'obstacles administratifs. Nicolás Maduro a entendu la critique et signalé que cette consultation pourrait être assez vite organisée.

Par ailleurs, la pression extérieure pousse à un compromis, souhaité par les voisins du Venezuela. Ces derniers sont effectivement de plus en plus préoccupés par l'instabilité du pays, comme le montre la déclaration des 11 chefs d'États d'Amérique latine la semaine dernière. Cette déclaration a été très mal reçue par le président Maduro. Mais on ne peut pas imaginer que le Venezuela, vivant de ressources pétrolières exportées, puisse se replier sur lui-même – comme l'Albanie d'il y a 50 ans. Le pays est dépendant de l'international. Il critique les pressions extérieures, attribuées aux États-Unis, mais Nicolás Maduro est obligé d'en tenir compte. En particulier, des efforts de médiation sont proposés par l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et le Vatican. Le pape doit visiter la Colombie en septembre, ce qui pourrait relancer une médiation vaticane. Le ministre des Affaires étrangères du pape François, ancien nonce apostolique à Caracas, entretient de très bonnes relations avec le pays. Le président vénézuélien a d'ailleurs relancé la possibilité de médiation le 23 avril.

Ces éléments permettent donc de penser qu'un compromis permettrait de parvenir aux prochaines élections présidentielles. Élections qui seront vraisemblablement perdues par le pouvoir, ce qui laissera beaucoup de marge de négociations.

Cette crise est-elle révélatrice de l'échec et de la fin du chavisme dans le pays ?

Il est difficile de parler de la fin du chavisme, étant donné que toutes les politiques sociales datant de l'époque d'Hugo Chávez ont bénéficié à des millions de vénézuéliens, qui lui sont donc reconnaissants. Ils le sont beaucoup moins en revanche envers le gouvernement de Nicolás Maduro, auquel on fait porter le chapeau des difficultés actuelles.

Cependant, si le gouvernement n'est plus en mesure de financer ces politiques sociales, il en subira un contre coup politique et électoral. Avec cette contestation, c'est in fine la viabilité du modèle chaviste « socialiste-extractiviste », c'est-à-dire reposant sur les revenus tirés des matières premières, qui est posée. En effet, ce modèle étant nécessairement victime des aléas des cours du pétrole, il ne peut être ni stable, ni pérenne.

Premier porte-avions de fabrication entièrement chinoise, entre innovation nationale et retard international

Interview

28 avril 2017

Le point de vue de Jean-Vincent Brisset

Mercredi, la Chine a inauguré son premier porte-avions entièrement conçu et fabriqué par ses chantiers navals. L'analyse de Jean-Vincent Brisset, directeur de recherche à l'IRIS.

Ce porte-avion « 100% made in China » représente-il une révolution technologique pour le pays ?

D'un point de vue technique, ce porte-avions représente le plus gros bâtiment militaire qu'ait jamais lancé la Chine. D'un autre côté, ce bateau est très largement inspiré des porte-avions soviétiques, l'*Amiral Kouznetsov* et de son *sister ship* le *Varyag* devenu *Liaoning* ; ce dernier étant le premier porte-avions chinois acheté à l'Ukraine. Pour Pékin, ce nouveau bateau représente donc un bond en avant mais pour la construction de porte-avions en général, cela reste du matériel dont la conception date d'une quarantaine d'années.

Par ailleurs, ce porte-avions ne dispose pas de catapulte, ce qui signifie qu'il est limité d'un point de vue technique et opérationnel. De plus, le fait qu'il fonctionne au diesel le limite en termes de tenue à la mer, c'est-à-dire au regard du nombre de jours qu'il peut passer au large, car il va nécessiter d'être ravitaillé régulièrement. En revanche, le diesel permet une meilleure disponibilité : comme on le voit avec le *Charles de Gaulle*, les interruptions de fonctionnement d'un porte-avions nucléaire sont de l'ordre de 18 mois tous les 5-6 ans ; *a contrario*, un porte-avions à propulsion plus classique n'est interrompu que pour une durée de quelques mois tous les 2-3 ans.

Qu'illustre cette construction navale quant aux ambitions militaires de Pékin ? La Chine est-elle en voie de concurrencer la première puissance militaire mondiale que sont les États-Unis ?

Militairement, et plus particulièrement dans le domaine maritime, la Chine fait face à deux problèmes. Le premier est incarné par les États-Unis. Le second concerne la volonté de conserver un pré carré en adoptant une ligne stratégique de « déni d'accès ». Cela consiste pour Pékin à vouloir contrôler ou interdire toute présence hostile dans un certain périmètre (mer de Chine du Sud, mer de Chine de l'Est, voire une partie du Pacifique) ; raison pour laquelle la Chine possède des porte-avions. Le premier était fait pour apprendre, tandis que ce nouveau bâtiment est le premier porte-avions destiné à être réellement opérationnel. Cependant, des raisons techniques – notamment l'absence de catapulte évoquée – empêchent la Chine de mettre en œuvre des avions lourdement armés à vocation offensive. Pékin se

retrouve limité à des capacités défensives.

Concernant les États-Unis, la Chine est très loin de les rattraper. Comme expliqué plus haut, ce nouveau porte-avions chinois affiche des décennies de différence dans sa conception (pas forcément en matériel électronique mais plutôt en termes de structure et de motorisation) par rapport aux bateaux américains. Les avions chinois sont également très datés comparés à ceux de Washington. Enfin, la capacité de génération de missions des porte-avions américains, c'est-à-dire le nombre de missions que l'on peut mener par 24 heures, est absolument incomparable avec celle des Chinois.

Le principal effort de défense de la Chine – certes moins visible mais important depuis plusieurs années – consiste à fabriquer des avions et des missiles qui permettent d'attaquer les porte-avions américains, considérés comme la principale menace par Pékin. Les porte-avions constituant toutefois un facteur de puissance indéniable, cela fait ainsi plusieurs années que la Chine semble avoir pour objectif d'en posséder quatre. Par comparaison, les États-Unis en disposent de dix. La Chine a donc non seulement pour but de défendre son pré carré dans ses mers proches mais également de se donner la possibilité de montrer sa force le long de la route de la soie maritime.

Face aux tensions nord-coréennes ou en mer de Chine du Sud, cette avancée militaire chinoise peut-elle modifier l'équilibre des forces régionales ?

Ce porte-avions participe effectivement à la modification de l'équilibre régional, dans la mesure où il permet à Pékin de protéger souplement les différents endroits où elle s'implante ou cherche à s'implanter, notamment en mer de Chine du Sud (malgré le jugement de la Cour internationale) et aussi en mer de Chine de l'Est. Ce porte-avions représente aussi une capacité de projeter des forces, ce qui reste l'une des grandes lacunes de la défense chinoise à l'heure actuelle.

En revanche, ce porte-avions chinois ne change pas la donne vis-à-vis de la Corée du Nord. Si quelque chose venait à se passer de la part de Washington, ce serait un mouvement offensif. Or, Pékin n'est pas en mesure de contrer de telles actions qui cibleraient Pyongyang. Vouloir à tout prix le faire démontrerait surtout une faiblesse qualitative, tout l'inverse d'un « *show of force* ».

D'Assise au Caire. Un nouveau sommet des religions sur la paix, pour quoi faire ?

Tribune

28 avril 2017

Par Nicolas Kazarian

Le pape François se rendra au Caire les 28 et 29 avril 2017 pour une courte visite d'à peine quarante-huit heures, le temps de participer à la conférence internationale sur la paix organisée par le grand imam de la mosquée al-Azhar, Ahmed al-Tayeb. Cette rencontre se veut un moment fort dans les relations islamo-chrétiennes, de même qu'une réponse interreligieuse à l'extrémisme et au terrorisme.

L'importance du dialogue interreligieux après Assise

En 1986, le pape Jean-Paul II organisait à Assise la première réunion interreligieuse à l'échelle mondiale. Le conflit au Liban faisait alors rage. Depuis, « la journée mondiale de prière pour la paix » est devenue un rendez-vous annuel incontournable, à mesure que le fondamentalisme religieux s'imposait comme une source de violence sur la scène internationale. Les événements du 11 septembre 2001 avaient renforcé une nécessaire visibilité interreligieuse afin de déminer l'impression artificielle de guerre de religion. Les images deviennent rapidement des symboles. L'engagement pour la paix et contre l'inexorable affrontement des systèmes de croyances passe, par conséquent, par le dialogue de ses principaux responsables ; ce qui permet un changement dans les représentations de l'Autre et fait de la paix un objectif mutuel de coopération.

L'année dernière, c'était au pape François que revenait de présider le 30^e anniversaire de ces Rencontres. L'appel lancé en septembre 2016 à l'issue de ce jubilé rappelait : « Nous reconnaissons la nécessité de prier constamment pour la paix, parce que la prière protège le monde et l'illumine. La paix est le nom de Dieu. Celui qui invoque le nom de Dieu pour justifier le terrorisme, la violence et la guerre ne marche pas sur sa route : la guerre au nom de la religion devient une guerre à la religion elle-même. Avec une ferme conviction, nous réaffirmons donc que la violence et le terrorisme s'opposent au véritable esprit religieux. »[\[1\]](#)

Une conférence pour la paix dans l'espace musulman

Quelques mois auparavant, en mai 2016, le grand imam de la mosquée d'al-Azhar au Caire, Ahmed al-Tayeb, se trouvait au Vatican. Cette figure centrale de l'islam sunnite avait alors accepté de faire le déplacement jusqu'à Rome en réponse aux nombreux gestes d'apaisement à l'égard du monde musulman multipliés par le souverain pontife ; jusqu'à l'accueil de trois familles musulmanes originaires de Syrie à son retour de l'île grecque de Lesbos, en avril de la même année. Elle est donc loin la polémique qu'avait suscitée, en 2006, le discours du pape Benoît à Ratisbonne, dans lequel il rapprochait islam et violence.

Ce serait au cours de la rencontre du mois de mai que l'idée d'un sommet pour la paix organisé par le grand imam d'al-Azhar aurait pris corps, le pape François lui ayant assuré sa participation et sa venue en Égypte pour l'occasion. Le pape Jean-Paul II s'était déjà rendu en février 2000 au Caire et avait alors rencontré son prédécesseur à al-Azhar, Mohammed Sayed Tantawi.

La conférence internationale sur la paix se déroulera sur deux jours au Caire, du 27 au 28 avril 2017. De nombreuses personnalités religieuses sont attendues, issues surtout de l'islam et du christianisme. Car, outre le pape François, le patriarche œcuménique Bartholomée pour l'Église orthodoxe sera aussi présent, le patriarche de l'Église copte Tawadros II y prendra la parole, ainsi qu'entre autres, Mohammad Bin Abdulkarim Al-Issa, secrétaire général de la Ligue islamique mondiale.

Le format est certes bien différent des Rencontres d'Assise. La dimension spirituelle est beaucoup moins prégnante, au profit d'un dialogue intellectuel marquant avant tout la réappropriation d'un discours sur la paix par le monde musulman et son opposition à l'extrémisme religieux. Un peu facilement, certaines voix ont pu se lever pour reprocher aux élites musulmanes du monde arabe, et notamment à ses cadres religieux, de ne pas suffisamment s'opposer aux crimes et attaques terroristes commis au nom de l'islam. Or, cette conférence est organisée par une institution centrale dans le paysage théologique musulman. L'université al-Azhar, qui est associée à la mosquée du même nom, accueille pas moins de vingt-cinq mille étudiants, sans compter son réseau d'écoles affiliées. Il s'agit donc d'un carrefour incontournable de l'islam.

Aussi, l'un des objectifs de cette conférence consistera à positionner clairement l'islam dans son opposition à la violence et aux conflits par le renouvellement du discours religieux. Au cours d'une précédente conférence au Caire deux mois plus tôt sur « Liberté, citoyenneté, diversité, intégration », le grand imam d'al-Azhar réfléchissait déjà à un tel renouvellement pour lutter contre l'extrémisme. Il déclarait notamment : « ... innocenter les religions du terrorisme n'est plus suffisant. Nous devons prendre l'initiative et faire un pas supplémentaire, en amenant les principes et l'éthique des religions dans cette réalité tumultueuse. »^[2] La présence du pape en Égypte servira sans aucun doute à relayer plus massivement un tel objectif, tant chaque voyage d'un souverain pontife sert de caisse de résonance et permet de toucher plus largement l'opinion publique internationale.

Au programme de la visite du pape François

C'est dans une Égypte encore endeuillée par les récents attentats meurtriers du 7 avril 2017 qui ont touché les communautés coptes du Caire et de Tanta que le voyage du pape François intervient. Un climat de doute s'est installé, remettant en question la capacité des autorités égyptiennes à assurer la sécurité du souverain pontife et des nombreuses personnalités qui assisteront à la conférence. Au programme du pape, une « visite de courtoisie » au président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, le 28 avril, est prévue. Par la suite, il se rendra à la conférence sur la paix

pour y prononcer un discours de clôture, avant de rendre visite au patriarche copte Tawadros II.

Comme tous les déplacements du souverain pontife, il s'agira d'un exercice diplomatique particulièrement délicat ; entre approfondissement des relations avec le monde musulman afin d'infirmier l'impression de « guerre de religion » qui se dégage des conflits contemporains, et parallèlement, soutien inconditionnel aux chrétiens d'Orient. En effet, l'Église copte d'Égypte est la plus importante démographiquement dans la région et reste particulièrement exposée aux attaques terroristes dans le pays. Mais sans doute, ces deux phénomènes sont-ils interdépendants tant le dialogue avec l'islam, en ce qu'il s'oppose au fondamentalisme religieux, doit permettre une meilleure intégration des Coptes dans la société égyptien.

[1] Appel pour la paix d'Assise, 20 septembre 2016. <http://www.news.va/fr/news/lappel-pour-la-paix-signe-a-assise> (Dernière consultation : le 26 avril 2017)

[2] L'intégralité du discours est disponible sur le site suivant : <http://www.oasiscenter.eu> (dernière consultation le 26 avril 2017)